



Violences scolaires : la coupe est (déjà) pleine !

Ces dernières semaines ont vu la multiplication d'incidents violents dans et aux abords des établissements du second degré : Chirongui, Chiconi, Tsararano, Tsingoni, Sada, Kahani... Surveillant poignardé, élèves agressés, bus scolaires caillassés, mouvement de panique, établissement évacué en urgence... La liste est déjà longue et pourrait s'allonger encore avec les nombreux incidents dont les établissements sont le théâtre au quotidien mais qui ne sont pas relayés par la presse.

Le constat est lourd moins de deux mois après le début de cette année scolaire, et rien ne permet d'envisager une amélioration de la situation à court terme. Mais comment pourrait-il en être autrement lorsque des établissements concentrent des milliers d'élèves dans des locaux prévus pour des effectifs moitié moindre, ou plus ? Lorsqu'il existe des collèges de 2000 élèves avec seulement 2 conseillers principaux d'éducation et des équipes de surveillants sous-dimensionnées ? Lorsque les élèves sont livrés à eux-mêmes des heures durant car aucun enseignant n'a été nommé et qu'il n'existe, faute de place et de moyens, aucun lieu de vie en dehors de salles de classes surchargées ?

Pour la CGT éduc'action Mayotte, il n'existe pas de solution en dehors de l'éducation. Toute politique du « mirador et du barbelé » est vouée à l'échec. Certes, dans certains établissements l'installation d'agents de prévention sécurité peut avoir un effet positif. Certes, les équipes de sécurité peuvent faire un travail utile, à condition qu'elles soient implantées durablement. Mais ces solutions sont insuffisantes et, surtout, ne sont qu'un traitement en urgence des symptômes et non en profondeur du mal qui ronge notre service public d'éducation. De la même manière, la présence de la gendarmerie tous les matins devant certains établissements en dit long sur le climat qui y règne...

Pour la CGT éduc'action Mayotte, l'Etat doit donc enfin prendre la mesure des besoins éducatifs de notre département et dégager des moyens massifs à cet effet. L'éducation n'est pas un coût mais un investissement et aucun territoire ne peut envisager de se développer sans investir dans son service public d'éducation !

Rappelons quelques chiffres évocateurs :

- l'effectif moyen d'un collège en France est de 470 élèves...pour 1400 à Mayotte !
- Dans le premier cycle du secondaire (collège) l'effectif moyen par classe est de 24.7 élèves en France...et de 28 élèves à Mayotte alors même que tous les collèges sont classés en REP ou REP+ !
- En France le taux d'encadrement moyen est de 12.3 élèves/enseignant...et de 15 élèves/enseignant à Mayotte !
- Que l'Etat investit en moyenne environ 8400 euros par an et par élève...et seulement 4200 à Mayotte (avec plusieurs milliers d'enfants non scolarisés) !

Face à ces chiffres, le discours officiel qui voudrait que « *l'Etat fait beaucoup pour Mayotte, notamment en matière d'éducation* » ne tient pas. L'effort budgétaire est notoirement insuffisant et l'Etat peut et doit faire bien davantage.

Sur le plan matériel, le retard pris en matière d'équipements scolaires (dans le premier comme dans le second degré) est donc effrayant. Dans le premier degré, le système des rotations perdure voir se développe dans certaines communes. Dans le second degré, les établissements, surchargés, explosent. Il est donc temps que tous les acteurs politiques et administratifs s'unissent pour trouver des solutions et **lancer un plan massif et cohérent de constructions scolaires**.

Sur le plan humain, la situation se dégrade d'année en année et l'actuel gouvernement semble, au-delà des mots et de l'affichage politique de circonstance, s'en satisfaire pleinement. **Pour la CGT éduc'action Mayotte, ce laisser-aller est intolérable et des mesures rapides et concrètes doivent être prises pour pourvoir les postes en enseignants titulaires**. A ce titre, les pouvoirs publics doivent cesser de déclarer, de manière cynique, que l'attractivité n'est pas liée aux mesures financières car c'est indéniablement l'une des données du problème. Par ailleurs, des formations et de véritables perspectives de titularisation doivent également être proposées aux enseignants contractuels. Enfin, il est également urgent que chacun comprenne que les personnels doivent être respectés et non stigmatisés ou qualifiés de « brebis galeuses ». Une Politique d'éducation ne peut se faire qu'avec les personnels et quant à la « communication bienveillante », si elle doit être mise en œuvre à destination des élèves, elle doit l'être aussi à destination des personnels, titulaires compris...

Pour réduire de manière durable les phénomènes de violences scolaires, la seule solution, c'est l'éducation !

La CGT éduc'action Mayotte revendique des moyens massifs pour notre service public d'éducation.